Le mot des directrices

Cette année encore, l'IRDAP a donné l'occasion et les moyens à ses membres de développer leurs activités de recherche et de participer au rayonnement des disciplines juridiques qui sont dans son ADN. Les manifestations se nourrissent des thématiques sociétales actuelles (tels les colloques sur l'influence commerciale, sur le secret des affaires, sur le devoir de vigilance et sur la RSE). Elles sont aussi l'occasion de conserver la marque de fabrique de l'IRDAP, s'agissant des thématiques en lien avec le droit du vin, le droit des entreprises en difficulté, le droit patrimonial ou encore le droit OHADA, ou la valorisation des travaux de grands auteurs, tels Jacques Ellul ou Emile Durkheim. Les travaux menés sont l'occasion de faire émerger de nouvelles analyses, telle celle développée par le Professeur Ronan Raffray, sur l'appellation d'origine durable.

La remise des mélanges réalisés en l'honneur du Professeur Bernard Saintourens, ancien directeur de l'IRDAP, a été l'un des temps forts de cette année.

La jeune recherche se porte bien avec six thèses soutenues en 2024, l'organisation du colloque « Droit et culture », et l'arrivée de cinq nouveaux doctorants.

L'équipe de l'IRDAP se renforce avec l'arrivée, en septembre 2024, de Gauthier Le Noach et Stéphanie Zeidenberg, Maîtres de conférences, et celle d'Alexandre Laumonier, enseignant-chercheur contractuel qui succède à Philippe Oudenot, que nous remercions chaleureusement pour son implication. A l'heure où s'écrivent ces lignes, nous pouvons annoncer pour septembre 2025 le retour du Professeur Karl Lafaurie et l'arrivée de Claire Leveneur, Maître de conférences, auxquels nous souhaitons la bienvenue.

Enseignants-chercheurs et doctorants peuvent toujours compter sur l'aide précieuse de Nathalie Martin et désormais sur celle de Marie Desjardins, nouvelle responsable administrative et financière.

Enfin, il est difficile d'évoquer l'année 2024 sans dire à quel point elle a été éprouvante pour les membres de l'IRDAP en raison de la disparition du Professeur Julien Valiergue. Ce numéro de l'IRDAP infos est dédié à sa mémoire.

Laura Sautonie-Laguionie, Directrice de l'IRDAP Suzie Bradburn, Directrice adjointe de l'IRDAP

IRDAP-INFOS

Bulletin d'information de l'IRDAP

N°21 - Année 2024

Table des matières

I.	Memb	ores	3
II.	Public	cations	3
	>	Ouvrages et chapitres d'ouvrages	3
	>	Articles, commentaires et notes	5
III.	Manif	estations scientifiques et déplacements	16
	>	Manifestations scientifiques organisées ou co-organisées par l'IRDAP	16
	>	Conférences organisées sous l'égide de la Chaire Droit des affaires et fiscali	té17
	>	Autres activités scientifiques et déplacements des membres de l'IRDAP	18
	>	Participations aux jurys de thèses et co-direction de thèses de doctorants ratta à un autre laboratoire	
IV.	Docto	orants	23
	>	Thèses soutenues en 2023	23
	>	Thèses soutenues en 2024	23
	>	Nouveaux doctorants	23
	A	Thèses en cours	24

I. MEMBRES

32 Enseignants-chercheurs:

- o 12 Professeurs (2 femmes, 10 hommes)
- o 1 Professeur émérite (H)
- 16 Maîtres de conférences (10 femmes, 6 hommes), dont 5 MCF HDR (3 femmes, 2 hommes)
- o 2 Enseignants-chercheurs associés (2 hommes)

59 Doctorants (25 femmes, 34 hommes)

2 BIATSS (2 F)

Effectif total de 93 membres en 2024

II. PUBLICATIONS

> Ouvrages et chapitres d'ouvrage

Murielle BÉNÉJAT

- Chapitre d'ouvrage : La cybersécurité dans le cadre des mobilités connectées in. Le droit des mobilités, dir. Louis Fontenelle et Sébastien Martin, LexisNexis, janv 2024.
- Contribution au **Dalloz Action 2023/2024** *Droit des transports,* dir. Ph. Delebecque, rédaction des parties pénales (environ 200 p. /900).

Matthieu BERA

Durkheim, fondateur de la sociologie, Que sais-je?, PUF, décembre 2024.

Xavier DAVERAT

• Chapitre d'ouvrage : Les nouvelles modalités de financement du cinéma, in. Etudes en l'honneur du professeur Bernard Saintourens, le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Florence DEBOISSY

- M. Cozian, F. Deboissy et A. Viandier, **Droit des sociétés**, LexisNexis, 2024-2025.
- M. Cozian, F. Deboissy et Martial Chadefaux, **Précis de fiscalité des entreprises**, LexisNexis, édition annuelle.
- F. Deboissy et G. Wicker, **Code des sociétés**, LexisNexis, avec la participation de Gilles Auzero, Jean-Christophe Pagnucco et Karl Lafaurie, 2024-2025.

Guillaume DROUOT

• Chapitre d'ouvrage, G. Drouot et G. Le Noac'h : **Attribution gratuite d'actions et régime matrimonial**, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Philippe EMY

• Chapitre d'ouvrage : La renonciation à un droit d'ordre public de protection, in. Etudes en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Fabien KENDERIAN

- Code des baux commenté 2025, en collaboration avec B. Vial-Pedroletti, E. Chavance et P. de Plater : LexisNexis, 23e éd., 2024
- Chapitre d'ouvrage : Le bail professionnel d'un siècle a l'autre : la quête éternelle d'un statut protecteur, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Gauthier LE NOAC'H

• Chapitre d'ouvrage, G. Drouot et G. Le Noac'h : **Attribution gratuite d'actions et régime matrimonial**, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Denis POHE-TOKPA

• Chapitre d'ouvrage : Les comportements fautifs du créancier dans le contrat de cautionnement OHADA : plaidoyer pour une réforme du droit du cautionnement, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Florence MAURY

 Chapitre d'ouvrage : L'exercice de la profession libérale réglementée d'un siècle à l'autre (de la financiarisation au modèle de travail socialement responsable), p. 45 à 63, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

Bernard SAINTOURENS

• Formes de sociétés commerciales et pratique notariale, en collaboration avec Benoit Joyeux, éditions Cridon Sud-Ouest, janvier 2024.

Marianne VILLEMONTEIX

• Mémentos de droit de la concurrence, Gualino, août 2024.

Guillaume WICKER

 Chapitre d'ouvrage, F. Deboissy et G. Wicker: Les promesses croisées de vente et d'achat de titres sociaux: une promesse synallagmatique imparfaite, in. Études en l'honneur du professeur Bernard Saintourens le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, LexisNexis, juin 2024.

> Articles, commentaires et notes

Maud ASSELAIN

 Article Marchand de biens et assurances, Editions JFA (Juristes et Fiscalistes Associés), juillet 2024

Articles publiés dans la revue ALTEAS (revue en ligne):

- Les « véhicules » soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité civile Les clarifications apportées par l'Ordonnance du 6 décembre 2023, janv. 2024.
- Les responsabilités encourues par l'installateur de centrales photovoltaïques Panneaux photovoltaïques défectueux, dommages causés au bâtiment par l'installation : qui doit réparer les dégâts?, févr. 2024.
- Désordre apparent lors de la réception : que faire ? La notion de désordre apparent et les conséquences de sa non-dénonciation, mars 2024.
- Assurance emprunteur : un bilan (enfin) positif ! Le Comité consultatif du secteur financier dresse un "bilan très positif de la loi Lemoine", avr. 2024.
- Les petits travaux de rénovation sont-ils couverts par la garantie décennale ? La réponse est à nouveau négative, mai 2024.
- Transmission de la chose assurée (Régime de droit commun) L'acquéreur ou l'héritier d'un bien peut-il bénéficier de l'assurance souscrite par l'ancien propriétaire?, juin 2024.
- Aliénation de la chose assurée (Régime propre aux véhicules terrestres à moteur et aux navires) L'acquéreur d'un véhicule terrestre à moteur ou d'un navire peut-il bénéficier de l'assurance souscrite par le vendeur?, juill. 2024.
- L'articulation des garanties dans le temps en assurance de responsabilité civile
 En cas de succession de contrats dans le temps, quel assureur doit prendre en charge le sinistre?, sept. 2024.
- Les assurances cumulatives Règles et sanctions applicables lorsque plusieurs polices ont été souscrites pour la garantie d'un même risque, oct. 2024.
- Le principe de libre disposition de l'indemnité Le bénéficiaire d'une indemnité d'assurance est-il libre d'en disposer à sa guise?, nov. 2024.
- Précisions sur l'étendue de la garantie « responsabilité civile automobile » -L'absence d'accident de la circulation exclut-elle la prise en charge du sinistre par l'assureur RC auto?, déc. 2024.

Commentaires de jurisprudence publiés dans la revue LEDA (L'Essentiel Droit des Assurances) :

- Appréciation et conséquences du défaut d'aléa du risque d'invalidité, Cass. soc., 13 déc. 2023, n° 22-11607, févr. 2024.
- Le bilan très positif de la loi Lemoine, Rapport du Comité consultatif du secteur financier, 15 janv. 2024, avril 2024.
- Impact de la renonciation à l'assurance-vie sur les prêts contractés pour abonder celle-ci, Cass. 1re civ., 13 mars 2024, n° 22-21451, FS–B, mai 2024.
- Obligation de conseil du banquier en matière d'assurances facultatives : la chambre commerciale change de position ! Cass. com., 2 mai 2024, n° 22-21642, F-B, juin 2024.
- Contenu obligatoire de « l'encadré » figurant en tête du contrat de prêt, Cass. 1re civ., 15 mai 2024, n° 23-14048, juillet 2024.
- Obligation d'information de la banque, Cass. com., 12 juin 2024, n° 23-11630, F–B, septembre 2024.
- Preuve de la mauvaise foi justifiant la nullité de l'adhésion, Cass. 2e civ., 11 juill. 2024, n° 22-21301, octobre 2024.
- Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité dirigée contre la banque, Cass. com., 11 sept. 2024, n°23-10.861- inédit et Cass. 1re civ., 18 sept. 2024, n°22-17.746 inédit, novembre 2024.

Murielle BENEJAT

- La mise en cause de la responsabilité des entreprises de prestations de services agricoles, in *Externalisation de l'activité dans l'agriculture*, éd. Mare Martin, sous la dir. B. Lavaud-Legendre, décembre 2024.
- Cybersécurité dans le cadre des mobilités connectées, in *Le Droit des mobilités*, LexisNexis sous la dir. L. de Fontenelle et S. Martin, février 2024.

Matthieu BERA

Articles de revues :

- Le vagabond ou l'homme sans attache. Une leçon inédite de Durkheim, Sociologie, 2024/1.
- Peur, crainte et respect. La théorie des sentiments collectifs dans la sociologie religieuse de Durkheim, Les Etudes sociales, dir. C. Lévêque et E. Petit, 2024/2.

Comptes rendus:

• A propos du dossier de la Revue Européenne de Sciences sociales et du dossier Bouthoul, Les Etudes sociales, 2024/1.

Suzie BRADBURN

• Aperçu rapide à propos des précisions apportées par l'Administration fiscale sur les conditions d'application de l'abattement fixe pour départ à la retraite, BOI-RPPM-PVBM1-20-40-10-40 et BOI-RES-RPPM-000135, 24 nov. 2024, Dr. fisc., 2024, n°51-52, act. 496 et D.O. Actualité, 2024, n°52, act. 19, avec V. Forestier.

- Marchands de biens : environnement juridique et fiscal, Dossier, IP 3, juillet 2024, direction scientifique.
- Définition et structuration de l'activité de marchand de biens, in Marchands de biens : environnement juridique et fiscal, IP 3, juillet 2024, 02.2.
- Commentaire d'un arrêt de la CCass en matière de pacte Dutreil : remise en cause en cas de cession par un donataire à un signataire du pacte en cours d'engagement collectif de conservation, Cass. com., 29 nov. 2023, n°21-25.329, Dr. fisc., 2024, n°23, comm. 278, note avec V. Forestier.
- Commentaire d'un arrêt du CE sur le sort d'une cession à prix minoré : distribution occulte, cascade et acte anormal de gestion, CE, 8^e et 3^e ch., 25 oct. 2023, n°466532, Dr. fisc., 2024, n°11, comm. 202, note avec V. Forestier.
- Obs., avis CADF: bail professionnel fictif dans le but de récupérer la TVA, séance n°2/2023, 6 oct. 2023, aff. n°2023-03, Dr. fisc., 2024, n°10, 195.

Eustache DA ALLADA

- Durabilité et protection des générations futures en Afrique : entre urgence et prudence, in Mélanges en l'honneur du Doyen FOLI, Lamy-CREDIJ, 2024.
- Les forces imaginantes du droit africain : la pensée de KOUASSIGAN à l'épreuve du droit contemporain du développement, in Liber Amicorum dédié à Guy KOUASSIGAN, CREDIJ, 2024.
- Les difficultés de compétence entre juridictions nationales en matière d'annulation d'une sentence arbitrale, Obs. ss. CCJA, 2è ch, n°232/2023, 21 déc. 2023, RBDA, 2024, p. 46.
- Note ss. CCJA, n°178/2023, 1re ch., 26 oct. 2023, RBDA, 2024, p. 57.

Florence DEBOISSY

Droit des sociétés

- Reprise possible d'un engagement conclu pour le compte d'une société en formation en dépit d'une rédaction défectueuse, en considération de l'intention des parties, note sous, Cass. com., 29 nov. 2023, n° 22-12.865 : JCP E 2024, 1100, avec G. Wicker.
- Transfert des biens composant l'actif social aux associés d'une société civile non immatriculée au 1^{er} novembre 2002 et portée d'une immatriculation ultérieure, note sous, Cass. com., JCP E 2024, 1294, avec G. Wicker.
- Constitutionnalité de l'absence de droit de retrait de l'associé d'une SARL, note sous, Cass. com., 13 mars 2024, n° 23-20.199, JCP E 2024, 1294, avec G. Wicker.
- La protection du droit de jouissance de ce non-associé qu'est l'usufruitier, IP 4-2024, Editorial, avec G. Wicker.
- Les promesses croisées de vente et d'achat de titres sociaux : une promesse synallagmatique imparfaite, Mélanges offerts à Bernard Saintourens, LexisNexis 2024.

Droit fiscal

- CumCum: l'arrêt Fédération bancaire française du 8 décembre 2023 et ses suites, Dr. fisc. 2024, n° 17-18, 242
- **Bénéficiaire effectif : le cadre se précise**, note sous, CE, 9e et 10e ch., 8 nov. 2024, n° 471147, Sté Foncière Vélizy Rose : Dr. fisc. 2024, n° 51-52, 401.
- Les punitive damages sont des sanctions pécuniaires interdites de déduction, note sous, CE, 3^e, 8^e, 9^e et 10^e ch., 8 déc. 2023, n° 458968, min. c/ Sté Alder Paris Holdings: Dr. fisc. 2024, n° 4, 4.
- Abus du régime mère-fille : des confirmations et des interrogations, note sous CE, 8° et 3° ch., 23 juill. 2024, n° 481894, SA BNP Paribas : Dr. fisc. 2024, n° 46, 441.
- La prise en compte des situations étrangères en droit fiscal, l'exemple de la déductibilité des punitives damages, Mélanges offerts à Philippe Delebecque, Dalloz, 2024.
- Management fees: la messe n'est pas dite, IP 1-2024, Editorial, avec G.Wicker.
- Convention de management et acte anormal de gestion, note sous CE, 9e et 10e ch., 4 oct. 2023, n° 466887 : JCP E 2024, 1100, avec G. Wicker.

Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE

Rubrique assurance-vie de la revue Droit & Patrimoine :

- Cass. civ. 2ème, 12 octobre 2023, n° 21-24.155 (information ; défaut d'information ; absence des frais de rachat, de taux d'intérêt garanti).
- Cass. civ. 2ème, 6 juillet 2023, n° 21-11.380 (faculté prorogée de rétractation ; abus du souscripteur ; prise en compte de la situation concrète).
- Cass. civ. 2 ème, 21 septembre 2023, n° 21-16.986 (faculté prorogée de rétractation; abus du souscripteur; délai écoulé depuis la souscription).
- Cass. civ. 1e, 13 mars 2024, n° 22-21.451 (faculté de renonciation ; interdépendance d'un prêt et d'une assurance-vie ; caducité).
- Article L132-27-3 C. ass. issu de la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023, art. 35 (assurance-vie ; mandat d'arbitrage).
- Arrêté du 12 juin 2024 (art. A552-2 C. ass., devoir de conseil de l'assureur).
- Cass. com., 11 septembre 2024, n° 22-23.014 (préjudice fiscal art. 757 B; perte de chance).
- Cass. civ. 2ème, 21 déc 2023, n° 22-15.768 (assurance-vie, dol de l'assureur, prescription).
- Cass. com., 29 nov 2023, n° 22-12.332 (assurance-vie et prêt in fine, nantissement, prescription)
- Cass. civ. 1 e , 6 mars 2024, n° 22-15.411 (assurance-vie ; indivision post-communautaire ; effets patrimoniaux du divorce entre les époux).
- Cass. com., 14 février 2024, n° 21-25.616 (avis à tiers détenteur ; valeur de rachat ; recouvrement des impôts directs).
- Cass. crim., 24 janvier 2024, n° 22-87.468 (confiscation pénale ; assurance-vie souscrite par l'épouse du prévenu ; libre disposition de la valeur de rachat).
- Cass. civ. 1e, 12 juin 2024, n° 22-10.874 (assurance-vie ; souscripteur sous curatelle renforcée; authenticité des signatures).

- Cass. civ. 1e, 2 mai 2024, n° 22-14.828 (notion de primes manifestement exagérées; critère ; prise en compte de la situation patrimoniale globale).
- Cass. com., 11 octobre 2023, n° 21-12.732 (art. 757 B du CGI ; primes versées par un époux quasi-usufruitier ; pas de double imposition).
- RM n° 11.247, JOAN, 9 janvier 2024, p. 215, D. Habib (art. 757 B du CGI ; accès au FICOVIE; refus d'accès pour les notaires).

Guillaume DROUOT

- Corédacteur avec Claire-Marie Péglion-Zika de la chronique mensuelle de jurisprudence en droit des successions à la Revue juridique personne et famille (RJPF, Lamy) depuis janvier 2018.
- Les biens communs du droit des régimes matrimoniaux, un modèle pour les communs?, quel(s) statut(s) pour les biens communs?, Dalloz, coll. Thèmes&Commentaires, 2024, p. 49 et s.
- La conversion conventionnelle de l'usufruit en rente viagère : propos civilistes sur son traitement fiscal, Ing. pat., oct. 2024, p. 163 et s. Avec Th. de Kilmaine.
- Attribution gratuite d'actions et régime matrimonial, Etudes en l'honneur de Bernard Saintourens, LexisNexis, 2024, p. 563 et s. Avec G. Le Noach.

Clément DUREAU-HAZERA

• Appréhension du phénomène de greenwashing par le droit des obligations, Lexbase Affaires n°806 2024.

Eric FONGARO

- Le partage en droit international privé : JCP 2024, éd. N, 1246 (co-écrit avec Jean-Christophe Réga) (7 pages).
- **Être fiscaliste en 2024 : Nota-bene** (Revue des juristes du CRIDON sud-ouest) août 2024 (1 page).
- Chronique Revue Ingénierie Patrimoniale, Aspects internationaux du patrimoine, Ingénierie Patrimoniale n° 4-2024
- Cass. 1re civ., 12 juin 2024, n° 22-17231, Ingénierie patrimoniale, n° 4-2024, p. 212
- Publication en France des actes et décisions judiciaires provenant de l'étranger et ordonnance n° 2024-562 du 19 juin 2024 modifiant et codifiant le droit de la publicité foncière, Ingénierie patrimoniale, n° 4-2024, p. 205
- Ingénierie Patrimoniale n° 2-2024, CEDH, 5e sect., 15 février 2024, n° 14925/18, Colombier c/France et n° 14157/18, Jarre c/France : Ingénierie patrimoniale, n° 2-2024, p. 179
- Ingénierie Patrimoniale n° 1-2024, Cass. 1re civ., 20 septembre 2023, n° 21-23661 : Ingénierie patrimoniale, n° 1-2024, p. 235, CJUE, 3e ch., 12 octobre 2023, C-21/22 : Ingénierie patrimoniale, n° 1-2024, p. 237

Barbara FRELETEAU

• Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté, RPC 2024, n°2.

Camille JALICOT

• La compétence internationale en matière de contrefaçon en ligne d'une marque de l'Union européenne, D. 2023, p. 2228.

Frédérique JULIENNE

- Publication des actes du colloque La SCI enjeux personnels et patrimoniaux, codirection avec le professeur J. Valierque, *Revue Droit et patrimoine*, mars et avril 2024.
- Chronique d'actualité de droit civil de l'entreprise, oct 2023-mars 2023, *Rev.Lamy droit civil*, 1/06/2024, n°226, p. 39.
- Chronique d'actualité démembrement de droit, Revue Droit et patrimoine, 2024, n°346, p. 36.
- Article Le sort des co-associés en présence d'un mineur associé d'une SCI, Revue Droit et patrimoine, 2024, n° 345, p. 22.
- Chronique d'actualité droit civil de l'entreprise, avril -décembre 2023, Revue Lamy Droit civil, 1/02/ 2024, n°222, p. 41.
- Observations dans Chronique de jurisprudence locale de droit des entreprises en difficulté, Revue Procédures collectives civiles et commerciales,1/03/2024, p. 13.

Fabien KENDERIAN

- Les intérêts du bailleur éclipsés par ceux de la procédure collective du preneur, en collaboration avec I. Rohart, magistrate honoraire exerçant des fonctions juridictionnelles à la Cour d'appel de Paris, in *Dix ans d'application de la loi Pinel : un statut rééquilibré ou un statut à deux vitesses ?*, Colloque Université Toulouse Capitole, 18 juin 2024 : AJDI Actualité Juridique Droit Immobilier, déc. 2024, p. 861.
- Tribunal des activités économiques : l'expérimentation se précise. A propos de la publication des textes réglementaires relatifs au TAE, article co-écrit avec E. Scholl, conseillère à la Cour d'appel de Lyon, Gaz. Pal., Spécialisée Droit des entreprises en difficulté, n° 30, 24 sept. 2024, p. 34.
- Domaine du droit de préférence du locataire commercial : pour une saisine de la Cour de cassation !, article co-écrit avec F. Roussel, directeur adjoint du CRIDON Sud-Ouest, et Ph. Viudès, juriste référent au CRIDON Sud-Ouest, Recueil Dalloz, n° 23, 20 juin 2024, p. 1136.
- Vers l'attribution du contentieux des baux commerciaux au tribunal de la procédure collective ?, JCP E, n° 15, 11 avr. 2024, 1104, p. 45.
- Le transfert au tribunal des activités économiques du contentieux du bail commercial en lien avec les procédures collectives : une fausse bonne idée. A propos de l'article 26 de la loi n° 2023-1059 du 20 novembre 2023 d'orientation et de programmation du ministère de la justice 2023-2027, Recueil Dalloz, n° 3, 25 janv. 2024, p. 130.
- Le bail professionnel d'un siècle à l'autre : la quête éternelle d'un statut protecteur, in Le droit de l'entreprise d'un siècle à l'autre, Etudes en l'honneur de Bernard SAINTOURENS, FNDE-LexisNexis, 2024, p. 169.

Notes:

Droit des baux commerciaux :

- Fraude au statut des baux commerciaux et suspension du délai de prescription de l'action en requalification, observations sous Cass. 3e civ., 30 mai 2024, n° 23-10.184 : RTD com., n° 3, juill-sept. 2024, p. 549.
- Vente de l'immeuble loué et portée de la clause de subrogation de l'acquéreur dans les litiges relatifs au bail, observations sous Cass. 3e civ., 16 mai 2024, n° 22-19.922 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 4.
- Bail dérogatoire et preuve de la volonté du bailleur de s'opposer au maintien en possession du preneur dans le mois suivant l'échéance du bail, observations sous CA Bordeaux, 4e ch. com., 8 avr. 2024, n° 22/00940 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 10.
- Sanction de l'absence dans le bail d'un inventaire précis et limitatif des catégories de charges, observations sous CA Versailles, ch. civ. 1-6, 7 mars 2024, n° 22/05759 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 19.
- Compromis de vente de l'immeuble et application dans le temps du droit de préférence du locataire, observations sous Cass. 3e civ., 29 févr. 2024, n° 22-24.381 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 15.
- Distinction de la convention d'occupation précaire et du bail, observations sous Cass. 3e civ., 11 janv. 2024, n° 22-16.974 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 2.
- De l'application de la résolution unilatérale par voie de notification en matière de bail commercial, observations sous Cass. 3e civ., 25 janv. 2024, n° 22-16.583, et CA Colmar, 1re ch., sect. A, 15 nov. 2023, n° 23/00049, RTD com., n° 1, janv.-mars 2024, p. 48.
- Convention d'occupation précaire de locaux de stockage : pas de bail commercial, pas d'obligation légale de délivrance à la charge du propriétaire, observations sous Cass. 3e civ., 11 janv. 2024, n° 22-16.974 : RTD com., n° 1, janv.-mars 2024, p. 45.

Droit des procédures collectives. – Contrats en cours et baux commerciaux :

- Feue l'automaticité de la résiliation de plein droit légale du bail pour défaut de paiement des loyers pendant plus de trois mois après l'ouverture de la procédure collective, observations sous Cass. com., 12 juin 2024, n° 22-24.177 : RTD com., n° 3, juill.-sept. 2024, p. 541.
- Responsabilité personnelle du liquidateur pour non-restitution du local après résiliation du bail, observations sous CA Rouen, 1re ch. civ., 14 avr. 2024, n° 23/00410 : JCP E, n° 25, 20 juin 2024, 1191, n° 1.
- De la nécessité de respecter la clause d'agrément du bailleur en cas de cession du bail commercial en liquidation judiciaire, observations sous CA Bordeaux, 4e ch. civ., 9 févr. 2022, n° 21/03906, et CA Bordeaux, 4e ch. com., 27 juin 2023, n° 23/00104 : Revue des procédures collectives, n° 2, mars-avr. 2024, chron. 1, n° 7.
- Remboursement au liquidateur de cotisations indûment versées au titre de la clause d'un bail commercial faisant obligation au preneur d'adhérer à une association de commerçants, observations sous CA Bordeaux, 4e ch. civ., 25 mai

2022, n° 19/04875 : Revue des procédures collectives, n° 2, mars-avr. 2024, chron. 1, n° 6.

Gauthier LE NOAC'H

- Pacte Dutreil et responsabilité notariale : entre acquis et incertitudes, Dr. fisc. 2024, n° 25, comm. 288.
- Le domaine d'application de l'obligation d'information en matière de durabilité, Bull. Joly sociétés avr. 2024, p. 47.

Florence MAURY

• Fascicule **Sociétés de participations financières de professions libérales SPFPL**, *Encyclopédie juridique Dalloz*, Répertoire de droit des sociétés janv. 2024, 23 p.

Ronan RAFFRAY

- L'identité juridique du vin nature(I), Open Wine Law Revue, 5 avril 2024. DOI: https://doi.org/10.20870/owl.2024.8075
- Le consommateur moyen de vin et la technique du standard, Open Wine Law Revue, 9 février 2024. DOI: https://doi.org/10.20870/owl.2024.8005

Bernard SAINTOURENS

Commentaires de jurisprudence :

- Les conditions de conversion d'un redressement judiciaire en une liquidation judiciaire simplifiée, note sous T. Com. Bordeaux, 4e ch., 13 janvier 2021, Rev. Proc Coll. 2024, n° 2, p. 13.
- Cessation d'activité de l'entrepreneur individuel et conversion du redressement en une liquidation judiciaire, note sous T. jud. Bordeaux, 23 septembre 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 2, p. 14.
- Les difficultés de l'entreprise et l'adoption d'un plan de sauvegarde, note sous T. com. Bordeaux, 5e ch., 8 juin 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 2, p. 21.
- L'évolution de la situation de l'entreprise et la modification du plan de redressement, note sous T. jud. Bordeaux, 23 septembre 2022, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 2, p. 21.
- Cession de droits sociaux et paiement du compte courant d'associé du cédant, note sous Cass. 1re civ., 27 septembre 2023, Rev. Sociétés 2024, p. 94.
- Créance née antérieurement au jugement d'ouverture de la procédure collective : la rigueur de l'irrecevabilité de l'action en paiement, note sous Cass. Com. 25 octobre 2023, Bull. Joly Entreprises en difficulté, janv.-fév. 2024, p. 23.
- Le cumul d'un mandat social et d'un contrat de travail à l'épreuve de la preuve, note sous CA Bordeaux, 6 décembre 2023, JCP E 2024, 1038.
- SAS dirigée par une personne morale et périmètre d'application de la responsabilité pour insuffisance d'actif, note Cass. Com. 13 décembre 2023, Lexbase Hebdo Affaires, 15 février 2024.
- Conditions de désignation en justice d'un mandataire ad hoc chargé de convoquer une assemblée, note sous Cass. com. 20 décembre 2023, Bull. Joly Sociétés, février 2024, p. 30.

- Assignation en liquidation judiciaire par un créancier et établissement de la cessation des paiements, note sous Cass. Com. 19 avril 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 33.
- Commandement de payer valant saisie immobilière et établissement de la cessation des paiements, note sous Cass. 2e civ., 14 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 34.
- Exclusion des dettes litigieuses du passif exigible : aspects procéduraux, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 34.
- Extension de la procédure collective en raison d'un compte courant d'associé débiteur, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 35.
- Extension de la procédure collective et règlement européen du 20 mai 2015, note sous Cass. Com. 13 septembre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 35.
- Eligibilité de l'artisan aux diverses procédures de traitement des difficultés, note sous Cass. 2e civ., 26 octobre 2023, Rev. Proc. Coll. 2024, n° 1, p. 36.
- Responsabilité du gérant de SARL : caractérisation de la faute et prescription de l'action, note sous Cass. Com. 24 janvier 2024, Rev. Sociétés 2024, p. 380.
- Retrait d'un associé d'une SCP : les étapes d'un parcours judiciaire, note sous CA Rennes, 1re ch., 9 janvier 2024, Bull. Joly Sociétés, mars 2024, p. 28.
- Héritier de l'associé de SARL décédé : renonciation à l'agrément et maintien du droit au rachat des parts, note sous Cass. Com. 24 janvier 2024, Bull. Joly Sociétés avril 2024, p. 21.
- Report de la date de cessation des paiements et créance litigieuse, note sous Cass. Com. 22 novembre 2023, Bull. Joly Entreprises en diff., mars-avril 2024, p. 27.
- Assemblée générale irrégulière : risque de nullité et mesure des conséquences, note sous CA Aix en Provence, 1er février 2024, Bull. Joly Sociétés, mai 2024, p. 26.
- La durée du mandat du liquidateur amiable d'une société : principes juridiques et conséquences pratiques, *note sous T. com.* Agen, ord. Réf., 21 février 2024, JCP E 2024, 1136.
- Droit pour l'agent commercial à l'indemnité de rupture malgré une faute découverte après la rupture du contrat, note sous Cass. Com. 13 avril 2023, RTD com. 2024, n° 1, p. 39.
- Résiliation du contrat de location-gérance de fonds de commerce et sort des contrats de travail, note sous CA Bordeaux, ch. soc., 26 avril 2023, RTD com. 2024, n° 1, p. 40.
- Versement du prix de vente du fonds de commerce avant l'expiration du délai d'opposition des créanciers et qualité à agir du liquidateur judiciaire, note sous Cass. 3e civ., 8 mars 2023, RTD com. 2024, n° 1, p. 41.
- Cession de fonds de commerce et transfert au cessionnaire des obligations du cédant, note sous Cass. Com. 25 oct. 2023, RTD com. 2024, n° 1, p. 42.
- L'absence de prescription de l'action visant au dépôt de documents au RCS, note sous Cass. Com.25 janv. 2023, RTD com. 2024, n°1, p. 43.
- Résiliation du contrat de location-gérance et retour des salariés à la charge du propriétaire : la rigueur d'un principe, note sous Cass. Soc., 3 avril 2024, Actu. Proc. Coll. 2024, n° 10, comm. 115.
- Société commerciale ayant pour objet l'exercice d'une profession libérale : la compétence du tribunal de commerce, note sous Trib. Com. Salon de Provence, 4 avril 2024, Lexbase Hebdo Affaires, 19 juin 2024.

- Mise à disposition gratuite d'un immeuble appartenant à une SCI: la référence à l'objet social, note sous Cass. 3e civ., 2 mai 2024, Bull. Joly Sociétés, juillet-août 2024, p. 21.
- Cession de clientèle civile et sort des créances à l'encontre des clients, note sous CA Bordeaux, 20 juin 2024, Lexbase Hebdo Affaires, 18 juillet 2024.
- Date de naissance des droits sociaux et qualification de biens communs, note sous Cass. 1re civ., 17 janvier 2024, Rev. sociétés 2024, p. 506.
- Cession de parts sociales et maintien de l'obligation aux dettes de la société civile, note sous Cass. 3e civ., 6 juin 2024, Bull. Joly Sociétés, septembre 2024, p. 28.
- Cession de droits sociaux et nullité pour abus de l'état de dépendance : l'approche rigoureuse de la Cour de cassation, note sous Cass. Com. 10 juillet 2024, Lexbase Hebdo Affaires, 19 septembre 2024.
- Cession de droits sociaux : l'obligation de se renseigner n'exclut pas la réticence dolosive, note sous Cass. Com. 18 septembre 2024, Lexbase Hebdo Affaires, 10 octobre 2024.
- Les critères de la nature civile ou commerciale de l'activité de location touristique, note sous Cass. 3e civ., 25 janvier 2024, RTD com. 2024, p. 531.
- Caractère commercial de la cession de contrôle d'une société commerciale et présomption de solidarité entre les cédants, note sous Cass. com., 24 janvier 2024, RTD com. 2024, p. 532.
- Cumul de l'activité de distributeur et d'agent commercial : quel régime juridique ?, note sous Cass. com., 20 mars 2024, RTD com. 2024, p. 534.
- L'absence de formalisme pour la réclamation de l'indemnité de fin de contrat de l'agent commercial, *note sous Cass. com.* 20 mars 2024, RTD Com. 2024, p. 535.
- L'application du statut d'agent commercial pour une activité exercée hors de l'Union européenne, note sous Cass. com. 20 mars 2024, RTD com 2024, p. 536.
- Qualité d'agent commercial et absence de pouvoir de modification des contrats du mandant, note sous Cass. com. 24 avril 2024, RTD com 2024, p. 537.
- Location-gérance de fonds de commerce et franchise de distribution, *note sous Cass. com.* 15 mai 2024, RTD com 2024, p. 538.
- Cession du fonds de commerce exploité par une société et modification statutaire, note sous Cass. com. 13 mars 2024, RTD com 2024, p. 539.
- Décisions collectives prises en SAS : l'exigence d'une majorité de voix exprimées, note sous Cass. Ass. Plén., 15 novembre 2024, Lexbase Hebdo Affaires, 28 novembre 2024.
- La cession de droits sociaux à l'épreuve d'une contestation sérieuse, note sous Cass. com. 4 avril 2024, Rev. sociétés 2024, p. 711.
- Cessation d'activité de l'entrepreneur et maintien de l'insaisissabilité de la résidence principale, note sou Cass. com. 11 septembre 2024, Bull. Joly Sociétés, décembre 2024, p. 40.
- Les exceptions à l'arrêt des poursuites : importants rappels de la Cour de cassation, note sous Cass. com. 12 juin 2024 et 3 juillet 2024, Bull. Joly Entreprises en difficulté, nov.-décembre 2024, p. 31.
- La connaissance par un créancier de la liquidation judiciaire de son débiteur, note sous Cass. com. 23 octobre 2024, BJE, 2025, n°1.
- Mise en œuvre d'une clause de garantie du passif : entre abus de droit et mauvaise foi, note sous Cass. com. 6 novembre 2024, Rev. sociétés, février 2025, à paraître.

- Juste motif de retrait d'une société d'attribution d'immeubles en jouissance à temps partagé : la rigueur d'un droit spécial ?, note sous Cass. 3e civ., 21 novembre 2024, Rev. sociétés mars 2025, à paraître.
- Mandat du gérant de société parvenu à terme : pas de reconduction tacite, note sous Cass. com. 27 novembre 2024, Rev. sociétés mars 2025, à paraître.

Articles de doctrine :

- **Droit du travail et entreprise en difficulté**, Chronique d'actualité, en collab. avec Ph. Duprat, *Bull. Joly Entreprises en difficulté*, mai-juin 2024, p. 59.
- Statut juridique de la personne et qualité d'associé, Lexbase Affaires, mars 2025.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Pour une nouvelle approche de l'accompagnement des entreprises en difficulté à l'aune de la RSE, avec C. Jouin, *Dalloz* 2024, 122.
- Apport en nature frauduleux : l'équilibre de l'acte ne suffit pas à le faire échapper à l'action paulienne, JCP E 2024, 1321.
- Participation à la chronique de jurisprudence locale en droit des entreprises en difficulté, Revue des procédures collectives mars 2024, chron. 1.
- Enfin un revirement concernant les actes passés pour le compte d'une société en formation, RDC 2024, n°1, p. 57.

Hélène SKRZYPNIAK

• La plaidoirie : une œuvre littéraire ? Revue Droit et Littérature n°8, LGDJ, sept 2024.

Julien VALIERGUE

• Les pactes d'associés dans la SCI, Revue Droit et Patrimoine, avril 2024.

III. MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES ET DÉPLACEMENTS

> Manifestations scientifiques organisées ou co-organisées par l'IRDAP

Suzie BRADBURN

• La place de la RSE en droit des affaires, avec M^{me} le Professeur L. SAUTONIE-LAGUIONIE, 9 sept. 2024.

Eustache DA ALLADA

- Colloque international et interdisciplinaire « Devoir de vigilance, quelles perspectives africaines ? Regards croisés en droit international, droit comparé et droit OHADA. », 15 novembre 2024, salle Manon Cormier, Pessac. Coordination scientifique.
- L'attractivité de la responsabilité sociétale des entreprises dans les relations économiques : regards croisés des droits français et des États de l'OHADA. Journée d'étude Bordeaux-Afrique de la Recherche (JBAR), 24 mai 2024. Coordination scientifique.
- Les procédures préventives dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, conférence co-organisée avec le D.U. Juriste d'affaires OHADA et de l'intégration régionale africaine de l'Université de Bordeaux, 9 avril 2024. Coordination scientifique.
- Les multinationales en Afrique : facteurs de développement ou désastre humain et écologique ? Conférence organisée sous l'égide du Département Droit et transformations sociales DETS, Université de Bordeaux, 18 mars 2024. Coordination scientifique.

Barbara FRELETEAU

• Colloque L'influence commerciale, 10 octobre 2024, PJJ, Bordeaux. Coordination scientifique.

Guillaume DROUOT

• Jacques Ellul à l'heure des défis du siècle. Colloque organisé par l'IRM, université de Bordeaux, au Pôle Juridique et Judiciaire les 25, 26 et 27 avril 2024. Codirection scientifique avec Patrick Troude-Chastenet.

Denis POHE

- Harmonisation du droit des contrats dans l'espace OHADA du 6 au 9 novembre 2024 à Abdjan. Coordination scientifique.
- Les procédures préventives dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, conférence co-organisée avec le D.U. Juriste d'affaires OHADA et de l'intégration régionale africaine de l'Université de Bordeaux, 9 avril 2024.

Ronan RAFFRAY

- Le vin breton. Observer en temps réel la renaissance d'un vignoble, 15 mars 2024, Cité du Vin de Bordeaux. Coordination scientifique.
- Les voies de l'appellation d'origine durable, 8 novembre 2024, Cité du Vin de Bordeaux. Coordination scientifique.

Bernard SAINTOURENS

- Rapport de synthèse des actes du colloque La SCI enjeux personnels et patrimoniaux, co-dir. Julien Valiergue et Frédérique Julienne, Revue Droit et patrimoine, mars et avril 2024.
- Devoir de vigilance, quelles perspectives africaines ? Regards croisés en droit international, droit comparé et droit OHADA, 15 novembre2024, salle Manon Cormier, Pessac. Présidence du 1^{er} panel « Le devoir de vigilance à la croisée des chemins : avancées et perspectives ouvertes en droit comparé et droit international ».

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

Colloque en mode hybride en partenariat avec l'association Droit & Commerce :
 11èmes assises de la prévention des difficultés des entreprises. De nouvelles fonctions pour les procédures amiables dans l'accompagnement des entreprises en difficulté, 6 décembre 2024, PJJ, Bordeaux.

Hélène SKRZYPNIAK

• Co-responsable scientifique du **colloque La protection du secret des affaires**, colloque de l'Observatoire, 18 octobre 2024, PJJ, Bordeaux.

Marianne VILLEMONTEIX

- Coordination scientifique du **colloque Harmonisation du droit des contrats dans** l'espace OHADA du 6 au 9 novembre 2024 à Abidjan.
- Les procédures préventives dans l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives d'apurement du passif, conférence co-organisée avec le D.U. Juriste d'affaires OHADA et de l'intégration régionale africaine de l'Université de Bordeaux, 9 avril 2024.

> Conférences organisées sous l'égide de la Chaire Droit des affaires et fiscalité

- Les Métiers de la DGFIP : La diversité des métiers de l'administration fiscale,13 mars 2024, organisée par Philippe Oudenot.
- Fiscaliste en direction fiscale ou en cabinet : des métiers en pleine évolution, 18 mars 2024, organisée par Florence Deboissy.
- La place de la RSE en droit des affaires, 9 septembre 2024, organisée par Laura Sautonie-Laguionie et Suzie Bradburn.
- Le métier d'avocat d'affaires : état des lieux et perspectives, 5 novembre 2024, A. Laumonier.

> Autres activités scientifiques et déplacements des membres de l'IRDAP

- Les juristes face aux transformations sociales. Journée DETS au PJJ, 8 octobre 2024.
 Participation à la table ronde « Les évolutions du droit des entreprises face au changement climatique » : Gauthier Le Noac'h et Laura Sautonie-Laguionie. Participation à la table ronde « Le Droit et les discriminations intersectionnelles » : Audrey Badjeck.
- Droit & culture, Colloque organisé par l'association de doctorants Ad'hoc et le CRDEI, université de Bordeaux, du 4 au 6 décembre 2024. Coordination scientifique : Audrey Badjeck, doctorante IRDAP/CRDEI, Marie Drouillard, doctorante ILD, Jérémy Neveu, doctorant IRDAP.

Murielle BENEJAT

- Conférence Éthique et Robotique Éléments juridiques, 18 octobre 2024, Journées de la Robotique, Réseau R3MOB (Réseau Régional de Recherche nouvelles Mobilités en Nouvelle-Aquitaine) et Réseau ROBSYS (Robustness of Autonomous System).
- Conférence La mise en cause de la responsabilité des entreprises de prestations de services agricoles, Colloque Externalisation de l'activité dans l'agriculture, COMPTRASEC, CNRS, Région Nouvelle-Aquitaine, 23 et 24 nov. 2023, Bordeaux.

Matthieu BERA

- La théorie des sentiments collectifs chez Durkheim, Colloque sur les émotions collectives, université de Bordeaux, mai 2024.
- Colloque de Besançon sur l'encadrement doctoral au XIX et XXème, communication sur l'encadrement doctoral de Marcel Foucault, étudiant de Durkheim, Espinas et Hamelin, novembre 2024.
- <u>Médias (entretiens)</u>: Arte, émission « Les Idées larges », Laura Raim, https://www.arte.tv/fr/videos/117234-004-A/quelle-est-la-raison-du-crime/

Florence DEBOISSY

Prix, commissions et comités :

- Participation aux séances du Comité de l'abus de droit fiscal.
- Participation aux séances de la Commission des infractions fiscales.
- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité.
- Participation aux réunions du conseil scientifique de la revue Droit fiscal.
- Participation aux réunions du **conseil scientifique de la revue Ingénierie** patrimoniale.
- Participation aux travaux du club fiscal de l'ordre des experts-comptables.
- Participation aux réunions du conseil d'administration de l'IFA.
- Participation au jury du Prix Maurice Cozian du meilleur étudiant fiscaliste de DJCE.
- Participation au jury du Prix Lehérissel Dibout de l'IFA.

Colloques et conférences :

- Conférence Loi de finances, avec le Cabinet Deloitte, janvier 2024.
- Colloque L'entreprise individuelle dans tous ses Etats, Nancy 4 avril 2024.
- Colloque Variation sur le démembrement de propriété, Dijon, 31 mai 2024.
- Colloque L'influence commerciale, Bordeaux, 10 octobre 2024.
- Colloque Le secret d'affaire, Bordeaux, 18 octobre 2024.
- Colloque Les pactes d'actionnaires, Rennes, 29 novembre 2024.
- Conférences Chaire Droit des affaires et fiscalité.

Eustache DA ALLADA

• Communication sur le thème : l'opportunité d'adopter des principes de référence, Colloque international à l'Université Lyon 3 Jean Moulin sur les Perspectives d'extension de l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, 17 octobre 2024.

Philippe DELMAS-SAINT-HILAIRE

• Formation en droit des successions destinée aux professionnels (notaires, avocats) et plus particulièrement sur les aspects pratiques de la protection du conjoint survivant, dans le cadre de la formation continue de la faculté de droit de l'université de Bordeaux, 17 octobre 2024, après-midi.

Eric FONGARO

- Colloque Les droits fondamentaux de l'enfant approche comparée, organisé en coopération avec COMPTRASEC, IRDAP, CERCCLE et ISCJ, université de Bordeaux, 19 décembre 2024. Présidence de la table ronde : Les droits fondamentaux de l'enfant dans la famille.
- Colloque Gestion et transmission de patrimoine dans un contexte franco-portugais, organisé par l'Institut de Recherche Juridique Interdisciplinaire François Rabelais, université de Tours, 5 et 6 décembre 2024. Communication sur le thème : La loi applicable à la succession franco-portugaise.
- Colloque des Journées notariales du patrimoine, organisé par le Conseil Supérieur du Notariat et l'université Paris Dauphine PSL, université Paris Dauphine, 17 octobre 2024. Communication sur le thème : Les aspects internationaux du partage.
- Conférence Affaires Jarre et Colombier Le droit de prélèvement en questions, organisée par l'ADN (Association Droit Notarial Dauphine), université Paris Dauphine-PSL, 2 juillet 2024. Communication sur le thème : La conformité à la Convention européenne des droits de l'homme de la jurisprudence de la Cour de cassation dans les affaires Jarre et Colombier.
- Table ronde sur La circulation des actes authentiques dans l'Union européenne.
 Université Famille et immobilier 2024 : Notaires au cœur des familles, Cannes, Le Majestic,
 7 mai 2024.
- Colloque La portabilité du contrat d'assurance-vie de l'Executive Master Droit et Gestion Internationale du Patrimoine, en partenariat avec l'université Dauphine-PSL,

- Juris Campus et INAFON, université Paris Dauphine, 3 avril 2024. Communication sur le thème : La loi applicable au contrat d'assurance-vie.
- Séminaire Etude comparatiste des jurisprudences européennes Regards croisés franco-allemands, organisé par le COMPTRASEC et le CRDEI, université de Bordeaux, 12 mars 2024. Communication sur le thème : Regards croisés sur le règlement « successions ».
- Conférence Approche culturelle de la common law à l'Institut de Droit et d'Economie d'Agen, Centre universitaire d'Agen, 8 février 2024.
- Conférence prononcée pour l'Executive Master Droit et Gestion Internationale du Patrimoine de l'université Paris Dauphine-PSL, 15 janvier 2024. Communication sur le thème : Les stratégies d'anticipation successorale en présence d'éléments d'extranéité.
- 13 mai 2024 : participation à un comité de sélection pour un poste de maître de conférences, université de Poitiers, Institut Jean Carbonnier.

Camille JALICOT

- Participation au colloque Arbitrage et droit de l'Union européenne, université Jean Monnet, Saint-Etienne, 29 mars 2024.
- La production d'articles scientifiques assistée par l'intelligence artificielle générative : quels enjeux en droit d'auteur ?, intervention lors des Journées Médici du 26 au 28 juin 2024, à Lyon, organisé par le Réseau des Métiers de l'édition scientifique publique.
- La régulation des contenus en ligne à l'épreuve de l'interopérabilité des plateformes, intervention dans le cadre de la journée d'étude « De la plateformisation au Fédiverse : la décentralisation des outils pour la recherche » du 25 juin 2024, à Bordeaux, organisé par l'URFIST de Bordeaux et le Centre INRIA de l'Université de Bordeaux.
- L'utilisation de l'IA dans les industries culturelles et artistiques : aspects juridiques, intervention dans le cadre du congrès de l'Amcsti, du 12 au 14 juin 2024, à Montbéliard.
- Actions internationales et responsabilité des produits défectueux contrefaisants, intervention dans le cadre du cycle de conférences « Biens contrefaits et responsabilité » du 25 avril 2024, en ligne, organisé sous la direction de M. Diogo Costa Cunha.
- La place de l'arbitrage international dans l'ASEAN, intervention dans le cadre du colloque « L'ASEAN et le commerce international » du 5 avril 2024, à Pessac, organisé sous la direction de M. Jean Sagot-Duvauroux.
- Les réformes contemporaines de l'institution judiciaire face à la crise de confiance de la justice, intervention dans le cadre du colloque « La réforme des institutions face à la défiance récurrente de l'opinion, entre histoire et actualité du droit » du 25-26 janvier 2024, à Rouen, organisé sous la direction des Professeurs Arnaud Haquet et Vincent Martin et de M. Romain Broussais.

Fabien KENDERIAN

 Intervention à l'Ecole Nationale de la Magistrature, dans le cadre de la session de formation continue nationale des magistrats consacrée aux baux et loyers commerciaux, sur le thème « Résiliation et clause résolutoire du bail, Incidence d'une procédure collective du preneur dans les instances en cours », 6 mars 2024. • Intervention au Master 2 « Administration et Liquidation des Entreprises en Difficulté » de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, sur le thème « **Bail commercial et procédures collectives** » (12 h), 1 et 2 février 2024.

David ROBINE

- Intervention dans le cadre de la formation sur Les classes de parties affectées, organisée par l'ARE (12 mars 2024).
- Participation aux 19èmes entretiens de la sauvegarde, colloque IFPPC, 29 janvier 2024.

Ronan RAFFRAY

- Participation au XXIIème Congrès de la section européenne de l'Association International des Juristes de la Vigne et du Vin (AIDV), Grèce, avril 2024.
- Remise du Prix de la Chaire Droit de la consommation.
- **45e Congrès mondial de la vigne et du vin**, octobre 2024 à Dijon, nouveau siège social de l'Organisation Internationale de la Vigne et de Vin (OIV).
- Participation à la conférence AIDV 2024 à Reims.
- Intervention au colloque **Viticulture**, **Durabilité et Urbanisme** organisé par l'Association Nationale des Élus de la Vigne et du Vin (ANEV) le 7 novembre 2024 à Paris.

Bernard SAINTOURENS

- Les personnes morales confrontées aux procédures collectives, 11 octobre 2024, université Toulouse Capitole. Présidence d'une table ronde sur « L'adaptation des procédures collectives à certaines personnes morales à caractère personnel ».
- Participation au colloque Les personnes morales confrontées aux procédures collectives, Université de Toulouse 1 Capitole, 11 octobre 2024.
 - Participation à la journée de formation Actualité du droit des sociétés, année 2024, Lexlearning Formation, 5 décembre 2024.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Conférence Négocier ou être jugé ? Telle est la question, association Droit & Commerce, 27 mai 2024.
- Participation au colloque Le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité, Association Droit & Commerce, mars 2024.
- Participation au Conseil d'administration de l'association Droit & Commerce.

Guillaume WICKER

 Participation aux réunions du Comité de sélection de la Bibliothèque de droit privé-LGDJ.

- Participation au comité de pilotage de la Chaire Droit des affaires et fiscalité.
- Participation aux réunions du conseil scientifique de la revue Ingénierie patrimoniale.
- Conférence sur la personnalité morale à l'Université Panthéon-Assas, mars 2024.
- Intervention à la **Conférence sur la personnalité morale** à l'Université Panthéon-Assas, « De quelques aspects contemporains du droit de la personnalité morale », 25 mars 2024.
- Remise des diplômes du Magistère à Paris.
 - > Participations aux jurys de thèses et co-direction de thèses de doctorants rattachés à un autre laboratoire

Eric FONGARO

 Soutenance de thèse de Monsieur Dommo Djiguiba : Le nouveau droit malien des successions : étude prospective pour l'application en France, université de Nantes (Président). 16 décembre 2024 :

Florence DEBOISSY

 Participation au jury de thèse de Marie Carriou, « Les revenus du capital », Université de Bordeaux, Paris 1 Pathéon-Sorbonne, 14 novembre 2024.

Bernard SAINTOURENS

• Jury d'Habilitation à diriger des recherches (membre du jury) : « Recherches sur l'organisation de l'entreprise et l'exercice de son activité », Emmanuel CORDELIER, Université de Toulouse 1 (dir. C. Saint-Alary-Houin), 13 décembre 2024.

Laura SAUTONIE-LAGUIONIE

- Direction atelier « Le financement des entreprises à l'épreuve de la RSE », entretiens de la sauvegarde, IFPPC, Paris, 28 janvier 2024
- Direction du colloque « De nouvelles fonctions pour les procédures amiables dans l'accompagnement des entreprises en difficulté », Bordeaux, 6 décembre 2024.
- Formation ENM formation continue des juges consulaires Les plans 10 octobre 2024.
- Participation à la formation ARE « Les classes de parties affectées premiers retours pratiques » 10 mars 2024 Paris.

IV. DOCTORANTS

➤ Thèses soutenues en 2023

Laurene BACH, « La fraude à la loi en droit fiscal », dir. F. Deboissy, 9 nov. 2023.

Pierre-François EUPHRASIE, « Contribution à l'élaboration d'un droit privé des robots », dir. X. Daverat, 19 déc. 2023.

Pierre FERENBACH, « Le statut juridique du jeu vidéo », dir. X. Daverat., 20 déc. 2023.

Océane FOLLIOT, « L'autonomisation des moyens de transport », dir. G. Drouot, 14 déc. 2023.

> Thèses soutenues en 2024

Aziza AHLE LARBI

« Le droit de la concurrence face aux pratiques anticoncurrentielles au niveau national et international. », dir. M. Villemonteix, le 5/12/24.

Yannick Hermann DIOMANDE

« L'absorption d'une personne morale membre d'un conseil d'administration : étude comparée. », dir. D. Pohé-Tokpa, le 20/12/24.

Ismaël GUINDO

« L'efficacité du droit de rétention en droit OHADA. », dir: D. Pohé-Tokpa, le 6/12/24.

Johanny Stanley JOSEPH

« La protection des indications géographiques et son avantage pour le développement d'Haïti. », dir: R. Raffray, le 20/12/24.

Clément SENOU

« L'encadrement juridique et fiscal des PME en droit français et dans l'espace OHADA. », dir. : R. Raffray, le 16/12/24.

Marion SOURICE

« La protection des tiers en droit international privé. », dir. : S. Sana-Chaille-de-Néré, le 12/12/24.

Nouveaux doctorants

Alexandre DE LA FAIRE

« La défaillance de la société sportive. », dir. : D. Robine.

Marie FALCHINA

« Les devoirs du propriétaire. », dir. : G. Drouot.

Victor JANIN

« La nature déclarative du partage et son effet rétroactif. », dir. : G. Drouot.

Adamou SIDI MOUMOUNI

« Le préjudice écologique : étude comparative des droits français et nigérien », dir. : S. Zeidenberg.

Thanh Cu VU

« La généralité du Code civil. », dir. : G. Drouot.

> Thèses en cours

Thmer ALMUTAIRI

« La propriété indivise, étude comparative entre le droit français et le droit koweïtien. », dir. : J-M. PLazy.

Meshal ALTHAFIRI

« La protection juridique des majeurs : Étude comparative entre les droits français, égyptien et koweïtien. », dir. : J-M. Plazy.

Achille AUTRAN

« Cartographier l'optimisation fiscale au Luxembourg : une analyse fiscale quantitative. », dir : F. Deboissy.

Carla BABU

« L'engagement de ne pas faire. », dir. : G. Wicker.

Audrey BADJECK

« Le droit international privé à l'épreuve de l'ordre public économique. », dir. : E. Fongaro.

Julien BARINKHOO

« L'anticipation juridique de la dépendance. », dir. : J-M. Plazy.

Alexandre BARRIERE

« La législation viticole sud-africaine. », dir. : R. Raffray.

Leïla BENDJEBBAR

« La protection des personnes à l'épreuve de l'internationalisation. », dir. : J-M. PLazy.

Yassine BEN MESSAOUD

« La contribution des dispositifs de raison d'être et de mission à l'encadrement juridique du pouvoir sociétaire - Analyse comparée. », dir. : G. Wicker.

Thomas BUTNY

« L'erreur en droit fiscal. », dir. : F. Deboissy.

Soizic CIBOIS

« Les agences de conseil en vote. », dir. : F. Deboissy.

Paul COURCELLE-BIASI

« La contractualisation des actifs agricoles. », dir. : R. Raffray.

Atta DUA

« Possession et sûretés. Comparaison du droit Français et du droit OHADA. », dir. : D. Drouot.

Jane DUQUENOIS

« Données personnelles et droit de propriété. », co-dir. G. Wicker et H. Skrzypniak.

Clément DUREAU

« Optimisation de l'acquisition d'un immeuble de bureaux. », dir. : R. Raffray.

Omar ELHOUSSAINI

« La liberté de transmettre son patrimoine : étude comparative entre les droits marocains et français. », dir. : J-M. Plazy.

Abdelnoer ESRASHI

« Les décisions provisoires en droit des sociétés. », dir. : D. Robine.

Adélaïde FAURE

« L'œuvre libre : contribution à la théorie générale des obligations. », co-dir. G. Wicker et H. Skrzypniak.

Pierre-Damien FOUGOU

« La monnaie électronique dans les espaces bancaires européen, sous régionaux africains et OHADA. », dir. : D. Pohé Tokpa.

Bilal FOURDAOUS

« L'inopposabilité en droit des obligations. », dir. : L. Sautonie-Laguionie.

Nathanaël GIRARDIN

« La personne en droit des sociétés. », dir. : R. Raffray.

Pierre-Nicolas GLEIZE

« La fictivité en droit privé, essai d'une théorie générale. », direction : G. Drouot.

Jean-Marie GOIZET

« Le verre, matériau de construction, et le droit. », dir. : J-M. Plazy.

Camille HATTY

« Les fictions en droit fiscal. », dir. : F. Deboissy.

Mohamed Harouna KEITA

« Pérennisation du droit OHADA : contribution à l'édification d'un droit efficient. », dir. : D. Pohé-Tokpa.

Amelan KOUASSI

« Les fautes du créancier dans le cautionnement en droit OHADA. », dir. : D. Pohé-Tokpa.

Badysson (Calixte) KOULATE

« Couple et capacité juridique. », dir. : J-M. PLazy.

Aliou KPEREGUENI

« Numérisation et droit des sociétés. », dir. : R. Raffray.

Alexia LAI

« Droit des biens et intuitus personae. », dir. : G. Drouot.

Guillemette LAVERDANT

« L'intérêt collectif en copropriété. », dir. : F. Julienne.

Elena LE POUL

« Propriété et sociétés. », dir. : G. Wicker.

LELEU CHIRON Agathe

« La formation du contrat : étude comparative franco-anglaise. », dir. : E. Fongaro.

Dick Adiembeve Kadidia MACKREF

« Réflexion sur la médiation OHADA sous l'aune du droit français. », dir. : D. Pohé.

Candice MICHEL

« Le champ d'application du Règlement insolvabilité du 20 mai 2015. », dir. : L. Sautonie-Laguionie.

Aguiratou NANA

« Le formalisme dans le droit des sociétés en droit OHADA. », dir. : D. Pohé-Tokpa.

Fatou Binta NDIAYE

« La propriété réservée à titre de garantie en droit OHADA. », dir. : D. Pohé-Tokpa.

Jérémy NEVEU

« La neutralité des systèmes d'information. », dir. : X. Daverat

NZANG ONDO France Arielle

« La sécurisation des opérations d'affacturage dans l'espace UEMOA. », dir. : M. Villemonteix

Manon OUACHEM

« Le critère de la défaillance des entreprises. », dir. : L. Sautonie-Laguionie.

Marion PELLE

« Les parties prenantes et le juge face à l'adoption d'un plan de restructuration. », dir. : L. Sautonie-Laguionie.

Ella PETER

« Prévention des difficultés des TPE et des PME dans les DROM. », dir. : L. Sautonie-Laguionie.

Gaylord ROISIN

« L'hébergement des personnes âgées et/ou en situation de handicap. », co-dir. : J-M. Plazy, et A. Vignon-Barrault (université d'Anger).

Lola ROSSIER

« Les créanciers de l'héritier. », dir. : G. Drouot.

Line-Laure SANANES

« Droit et Politique Culturelle des Tiers-Lieux Culturels. », dir. : X. Daverat.

Solim SOGOYOU

« La société civile dite immobilière. », dir. : F. Julienne.

Ndiaga SOW

« Les modes de règlement des différends fiscaux internationaux dans le contexte africain. », dir. : F. Deboissy.

Lise TARIS

« L'esthétique industrielle et le droit. », dir. : X. Daverat.

Lucas VILLEMONTEIX

« La fraude en droit des entreprises en difficulté. », dir. : D. Robine.